



CTL du 28 mars 2017 Déclaration liminaire Intersyndicale.

La destruction de la DGFIP par la Direction Générale se poursuit au travers la remise en cause de la promotion interne.

- En organisant le même jour les concours interne et externe, elle interdit de fait la composition à double titre et contraint les agents à un choix préjudiciable à leurs possibilités de promotion.
- En limitant le nombre de présentation au concours, elle obère très directement la promotion interne des agents des finances publiques et remet en cause les orientations prises pour améliorer la parité femmes-hommes. Cette disposition méconnaît de surcroît les difficultés personnelles et professionnelles des préparants aux concours notamment des agents chargés de famille, nie la sélectivité et annonce un durcissement symétrique des conditions d'accès aux préparations déjà très strictement encadrées.

Ces dispositions non concertées, sous couvert d'optimisation de moyens et d'économies d'échelle, constituent des attaques directes contre la promotion sociale des agents de la DGFIP.

Sans méconnaître les contraintes matérielles d'organisation ou la nécessité d'abaisser le niveau d'absentéisme constaté aux épreuves de concours, les organisations syndicales Solidaires Finances Publique et CGT Finances Publiques considèrent qu'une administration comme la nôtre doit être exemplaire en matière de promotion interne.

C'est pourquoi, **la Direction Générale doit renoncer à ces deux mesures imposées sans concertation** qui portent atteinte aux droits de tous les agents de la DGFIP et renforcer par ailleurs les actions de soutien aux agents dans le cadre des préparations aux concours.

Tout cela s'accompagne d'une refonte des règles d'affectations et de formations pour les agents qui réussiraient ces concours. : absence de CAPN de 1ère affectation, affectation au rang de classement et après le mouvement général, le stage devient probatoire, ...

Ces reculs d'une gravité inédite à la DGFIP ne sont qu'une étape dans la destruction des droits et garanties des agents, que nos organisations sont déterminées à combattre fermement.